

Les Journées de la Terre-Mère s'achèvent sur une déclaration commune

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 23 avril 2010

Réunie à l'initiative des présidents néo-marxistes d'Amérique latine, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère s'est tenue du 20 au 22 avril à Cochabamba en Bolivie, sous le regard attentif et avec la participation des « théologiens de la liberté », Leonardo Boff et Miguel d'Escoto. Ceux-là même qui ont fait approuver il y a un an par l'ONU une Journée internationale de la Terre-Mère (voir [ici](#)).

C'est donc la fraction la plus bavarde des adorateurs de « Gaïa » qui se sont réunis, mais pas forcément la moins écoutée.

Tout commence d'ailleurs avec une cérémonie chamanique où des chefs religieux indigènes aymaras, yanacunas, mayas, navajo ont demandé, en quéchua, la permission à la Terre-Mère de parler d'elle, et lui ont rendu hommage ainsi qu'au Père Soleil. Plus de 20.000 personnes des cinq continents étaient présents pour cette cérémonie qui a tout du rite païen d'adoration des idoles.

Je ne vous traduirai pas l'ensemble de l'Accord des peuples adopté jeudi, d'ailleurs les médias en répètent assez la teneur à longueur d'ondes : catastrophe irréversible pour la planète si sa température augmente de 2°, disparition de territoires entiers, famine généralisée... La cause de tout cela ? C'est la faute à l'homme et au système capitaliste (pourquoi ce sont les pays communistes qui ont toujours pollué le plus ??). Et au « modèle de civilisation patriarcal » vouée à la « destruction d'être humains » à travers la « révolution industrielle ».

Entre critiques justes d'une société de consommation qui juge les hommes à l'aune de ce qu'ils ont et non de ce qu'ils sont, et délires néomarxistes qui font l'impasse sur les massacres et destructions de la nature dans les pays qui se sont réclamés ou se réclament toujours de ces idéologies, la synthèse aboutit à un langage exalté au service d'une nouvelle religion de la Nature.

« Nous voulons forger un nouveau système qui rétablisse l'harmonie avec la nature et entre êtres humains. Il ne peut y avoir un équilibre avec la nature que s'il y a équité entre êtres humains.

Nous proposons aux peuples du monde la récupération, la revalorisation, le renforcement des connaissances, sagesses et pratiques ancestrales des peuples indigènes, affirmées dans le vécu et dans le propos du “Bien Vivre”, en

reconnaissant la Terre Mère comme un être vivant, avec lequel nous avons une relation indivisible, interdépendante, complémentaire et spirituelle. »

Parmi les solutions aux problèmes d'aujourd'hui se trouve évidemment « l'élimination de toute forme de colonialisme, d'impérialisme et d'interventionnisme ».

Assurant qu'au rythme actuel d'exploitation des ressources naturelles il faudrait « deux planètes » d'ici à 2030, les signataires de l'accord récusent l'idée de ne reconnaître des droits qu'à la seule « partie humaine » : il faut donc une « Déclaration universelle des droits de la Terre Mère ». Rappelons au passage que la table ronde sur ces « Droits de la Terre Mère » était confiée à Boff et d'Escoto...

La Terre Mère doit donc bénéficier des droits suivants :

Droit à la vie et à l'existence ;

Droit d'être respectée ;

Droit à la continuité de ses cycles et processus vitaux à l'abri des altérations humaines ;

Droit au maintien de son identité et de son intégrité en tant qu'être différenciés, auto-régulés et inter-relationnels ;

Droit à l'eau comme source de vie ;

Droit à l'air pur ;

Droit à la santé intégrale ;

Droit d'être libre de la contamination et de la pollution, des déchets toxiques et radioactifs ;

Droit de ne pas être modifiée génétiquement et modifiée dans sa structure en ce qui menace son intégrité ou son fonctionnement vital et sain ;

Droit à une réparation entière et rapide des violations de ses droits reconnus dans cette Déclaration et causées par l'activité humaine.

Aux pays développés, qui émettent les gaz à effets de serre et qui se sont rendus coupables de cette « activité », de « reconnaître leur dette climatique », de « décoloniser l'espace atmosphérique » et de transférer gratuitement leur technologie aux pays en voie de développement pour avoir « perdu des occasions de développement du fait qu'ils vivent dans un espace atmosphérique restreint ». Ils devront aussi assumer toute responsabilité pour les « centaines de millions » de personnes qui devront migrer en raison des changements climatiques et de mettre fin à leurs politique d'immigration restrictives. Cette dette, ils devront en outre l'honorer en adoptant la Déclaration universelle des droits de la Terre Mère. Et en reconnaissant la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes, dont justement l'ONU discute en ce moment et jusqu'au 30 avril prochain.

Pour reconnaître et faire respecter les droits des migrants (ainsi migre-t-on des émissions CO2 vers le métissage universel !) il faudra aussi constituer un Tribunal international de conscience pour identifier et faire mettre en œuvre les responsabilités des Etats et des compagnies.

On trouvera ici le projet de Déclaration universelle du Bien commun de la Terre et de l'humanité qui est la dernière invention de Boff et d'Escoto promue lors des journées de Cochabamba pour mettre fin à l'« anthropocentrisme » ambiant. C'est vers cela que tend tout ce qui précède ; grand projet de socialisation universelle (y compris le devoir de limiter la démographie) dans un spiritualisme de conscience reconnaissant « l'énergie amoureuse « sous-jacente à tout l'univers » et fondée sur la « fraternité universelle ».

© leblogdejeannesmits.